L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, P. LIMET. — A. DUFOUR, S. HARDY. } Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par C. E. Forstall, Passage de la Bourse—Meubles, &c.

Affaires financières.

Nous croyons utile de résumer, pour l'intelligence de nos lecteurs, le système financier adopté d'une façon définitive par le gouvernement des Etats Confédérés. Nous dirons ensuite de quelle manière les citoyens sont appelés à donner leur concours pour l'établissement du crédit public de notre jeune Confédération.

Tout gouvernement ayant besoin d'un revenu régulier pour subvenir à ses dépenses, le premier soin du Congrès a été de déterminer la source d'où devait être puisé ce revenu. Cette source est l'établissement de droits de douanes à percevoir sur certaines marchandises importées. De là le fixation du tarif, que nous avons publié en mai ou juin dernier, et dont la mise en vigueur était fixée au 1er septembre courant. Le gouvernement a, depuis, refusé de proclamer, le libre échange pendant la durée de la guerre, comme on le proposait. Il s'est contenté de décider que l'on pouvait importer des marchandises par tous les points de la côte, en en faisant la déclaration et en payant les droits à la douane du port d'entrée le plus voisin. On évalue le revenu que donnera annuellement le tarif à une somme de vingt-cinq à trente millions pour la première année, et nous ne doutons pas qu'en peu de temps le tarif ne produise une quarantaine de millions, somme amplement suffisante aux dépenses ordinaires.

Le blocus ayant rendu nulle, pour le moment, cette branche régulière de revenu, il a fallu que le gouvernement eût recours à des ressources extraordinaires. Ces ressources ont consisté en :

1° Un emprunt de 15 millions, garanti par un droit d'exportation de 1/8 cent par livre sur le coton ;

2° L'émission provisoire de bons du trésor de $5 et au-dessus, sans intérêt, remboursables six mois après la fin de la guerre ;

3° L'émission d'obligations, portant 8 pour cent d'intérêt, remboursables dans vingt ans, de 100 et au-dessus, et jusqu'à concurrence de cent millions.

4° La taxe de guerre.

L'emprunt de 15 millions a eu pour objet de faire face aux premières dépenses du gouvernement. Il a été émis en coupons de $50 et au-dessus, portant intérêt à huit pour cent payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. (On vient de payer, le 1er courant, les quatre premiers mois d'intérêt échu.) Cet emprunt est garanti par le produit du droit de 1/8 cent par livre de coton exportée. On a calculé que ce produit suffira à payer, outre l'intérêt, une somme suffisante du capital pour racheter tous les coupons de l'emprunt en sept ou huit ans. Ces emprunts, donc une partie seulement a été émise, constitue donc un bon placement, avec un intérêt convenable, et un remboursement assuré par une garantie infaillible.

Comme nous l'avons dit dans un précédent article, l'émission de bons du trésor de $5 et au-dessus sans intérêt, et remboursables six mois après l'expiration de la guerre, n'est qu'un expédient financier, une de ces mesures provisoires destinées à faciliter le placement d'un emprunt définitif de cent millions, qui constitue la véritable ressource que le Congrès a voulu créer pour faire face aux dépenses de la guerre. Cette émission se confond donc avec l'émission des obligations de l'emprunt et il importe de bien comprendre que la dette qui en résultera pour la Confédération ne sera en tout que de cent millions.

Si le pays est été dans des circonstances ordinaires, on eut mis en adjudication l'emprunt comme cela se fait d'habitude ou l'on eut fait appel aux souscriptions volontaires, ainsi que le système inauguré en France par Napoléon III lors de la guerre de Crimée, et le gouvernement n'aurait eu qu'à livrer des titres en échange d'espèces. Mais l'état des affaires ne permettait pas d'employer un système aussi simple. Les citoyens, malgré tout leur patriotisme, n'auraient pu souscrire que dans une limite fort restreinte s'il avait fallu verser immédiatement en espèces le montant de leurs souscriptions, tandis qu'ils avaient une ressource non encore disponible mais réalisable dans un délai assez rapproché. C'était leurs récoltes évaluées à plus de trois cents millions en coton, sucre, riz et tabac.

Le gouvernement a donc pris le parti d'utiliser, pour le placement de l'emprunt, la ressource à venir des récoltes et il a fait circuler des listes de souscription par lesquelles les planteurs s'engagent à faire remettre au gouvernement à la présidation de la vente de tant de balles de coton, ou de boucauds de sucre et de tabac en échange de titres de l'emprunt à vingt ans. Or, ces souscriptions ne donnaient pas au gouvernement une ressource immédiate : la valeur qu'elles représentaient n'était pas fixe puisqu'elle dépendait du cours des produits à l'époque incertaine de la vente : on ne pouvait donc escompter ces souscriptions, ni les donner en paiement.

Pour remédier à cela on a décidé d'émettre des bons au trésor par petites sommes, depuis cinq piastres, afin de faciliter leur mise en circulation. Le gouvernement paiera avec ces bons ses employés, l'armée, la marine, &c. Ces bons de trésor ne portant pas d'intérêt parce qu'ils sont remboursables à une époque probablement rapprochée, six mois après l'expiration de la guerre, et parce qu'on a présumé qu'ils seraient pris comme monnaie courante. Ils seront rachetés au fur et à mesure de la réalisation des souscriptions à l'emprunt, de sorte qu'il n'y aura jamais pour plus de cent millions de valeurs du gouvernement émises à la fois. Cette réalisation de l'emprunt n'est qu'une affaire de temps. Les souscriptions dépassent déjà cinquante millions et on a l'espoir que, cette affaire même, elles couvriront la totalité de l'emprunt. En tous cas, il suffirait d'une nouvelle souscription relativement assez faible sur la récolte de l'année prochaine pour compléter le placement de l'emprunt. Une partie de cet emprunt servira, d'ailleurs, à payer les fournitures, les achats de navires et autres grandes dépenses du gouvernement.

Il faut remarquer que cent millions ne forment qu'un sixième de la récolte de deux années, et que dans beaucoup d'Etats les habitants ont assez pour leur vie et quelquefois la moitié de leurs récoltes. On peut donc prédire que l'emprunt sera complètement couvert, et, par conséquent, que le trésor sera en état de racheter tous les *Pens du Trésor* mis en circulation. C'est là un premier point à noter.

D'un autre côté, le Gouvernement n'a pas voulu substituer au papier à un autre sans assurer le rachat définitif des sommes valeurs. C'est dans ce but qu'a été créée la taxe de guerre de un demi pour cent. Nous avons publié la loi dans notre numéro du 26 août et nous reviendrons pas sur les détails. Il nous suffira de dire que cette taxe directe produira près de quatre millions annuellement. En retirant cet millions pour l'intérêt à 8 pour cent de l'emprunt, il restera une somme de sept millions bien plus que suffisante pour rembourser en 20 ans le principal de l'emprunt.

Ainsi le système financier des Etats Confédérés se résume en un tarif de douanes pour faire face aux dépenses régulières en temps normaux, et deux emprunts, l'un de 15 millions dont le remboursement en principal et intérêts est assuré par une taxe d'exportation sur le coton, l'autre de cent millions, émis d'abord sous forme de bons du trésor de 5, 10, 15, 20 dollars et au dessus, lesquels bons seront remplacés au fur et à mesure par des titres réguliers de l'emprunt, portant intérêt à 8 pour cent, et dont l'intérêt et le principal seront remboursés au moyen de revenu annuel de la taxe de guerre.

Le gouvernement, respectant une chance de la Constitution et un grand principe d'économie politique, n'a pas donné cours forcé aux bons du trésor. Mais il est de la dernière importance que ces bons soient admis à circuler au pair dans tous les Etats Confédérés, et que l'accord des citoyens supplée à ce que la loi n'a pas fait.

Par ce qui précède on a vu que ce serait une erreur de considérer les bons du trésor comme des valeurs fictives que de ces papiers-monnaie d'une valeur fictive que ordonnent les gouvernements aux abois. Le gouvernement fédéral du Sud n'émet aucun bon de dettes arriérées à liquider, et l'emprunt qu'elle va contracter a pour garantie non seulement la production et abondance de ces sol mais encore des richesses immenses accumulées sous toutes les formes. Tandis que les pays les plus riches d'Europe trouvent si facilement à emprunter bien que leur dette publique ait, depuis le commencement du siècle, doublé tous les dix ans, pourquoi, lorsqu'il est démontré que notre Confédération a pouvoir à l'avance par une légère taxe au remboursement d'un emprunt modique et unique, y aurait il hésitation à lui accorder le crédit qu'elle mérite à tous égards ?

Les bons du trésor sont reçus en paiement de la taxe de guerre, et de toutes les autres dettes publiques ; pourquoi les droits de douane (il n'y a d'exception que pour le droit d'importation sur le coton qui a une destination spéciale). Les 5 centièmes reçus en paiement des souscriptions à l'emprunt pour le montant des ventes de produits et articles manufacturés.

Toutes ces considérations de sécurité ont été si bien appréciées par le peuple des Etats Confédérés que déjà dans le plus grand nombre des Etats, le public et les banques admettent comme monnaie ayant cours ces bons du trésor. Les banques de la Louisiane n'ont pas encore pris de parti définitif à cet égard, à cause de leurs chartes qui leur imposent des restrictions particulières ; mais, nommé il est impossible que le marché de la Nouvelle-Orléans fasse exception à la règle générale, il est question de faire adopter par tous les commerçants de la place une résolution pour donner cours au pair à tous les bons du trésor. Plusieurs plans ont été proposés et nous avons l'espoir que le mouvement commencé sera couronné par le succès.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

DEPECHES DE L'APRÈS-MIDI.

Combat sur le Mississippi.

Cairo, 4 sept—Les chaloupes canonnières *Taylor* et *Lexington*, ont eu un combat à la hauteur de Hickman, Ky., avec le *Yankee*, chaloupe canonnière confédérée, aidée par deux batteries sur la rive. Les bateaux fédéralistes ont tiré vingt coups de canon et sont revenus à Cairo sans avoir été atteints.

Le général Grant a pris aujourd'hui le commandement de cette position. Il remplace le général Prentiss.

Convention de Syracuse.

Syracuse, 5sept.—Herman J. Redfield est élu président permanent de la Convention.

La délégation de Mozart et calle de Tammany ont pris leurs sièges. Elles donnent chacune dix-sept voix.

Le prince Napoléon à St-Louis.

St Louis, 5 septembre.— Le prince Napoléon et sa suite sont arrivés ici. Le général Frémont avait préparé une escorte monstre, mais le prince s'est rendu tranquillement au Planters' House, évitant démonstration.

Nouvelles de Washington.

Washington, 5 septembre.— Le steamship *R. B. Ford* est arrivé au chantier de Marnie. Son capitaine, ses deux officiers en second et son charpentier ont été arrêtés et mis aux fers. On ignore de quoi ils sont accusés.

Une escarmouche a eu lieu, hier matin, avant la pointe du jour, près de Bailey. Les Confédérés venus en grand nombre de Munson's Hill ont été vivement poussés, mais à quatre heures de l'après midi, les fédéraux étaient maîtres de la position — le Cross Road.

De Louisville.

Louisville, 5 septembre — On nie que le *Union Committee* ait reçu de Lincoln une dépêche au sujet de la proclamation du général Frémont.

DEPECHES DE NUIT.

La guerre au Missouri,

Quincy, 5 septembre.—Les Confédérés, au nombre de 2,000, avec deux pièces de canon, sont entre Hunewell et Shelbina. Les communications par 16 géraphe et par chemins de fer sont arrêtées. Le général Pope est en marche vers le point ou l'action se concentre.

Le brigadier-général Hurlbut est, dit-on, à l'ouest de Shelbina, avec 1,500 hommes.

Convention démocratique de New-York

Syracuse, 5 septembre.—Sur une reconsidération, la délégation de Mozart a été rejetée du sein de la Convention.

Document important—Neutralité du Kentucky—Le Gouverneur Magoffin à la Législature.

Francfort, 5 septembre.—La message du gouverneur Magoffin sur les relations fédérales est un grande partie rétrospectif. Il montre que la neutralité du Kentucky a été ratifiée par trois fois au sénat, et que sa propre attitude, en refusant de répondre à la force à l'envoi, et ses efforts pour tenir les belligérants en dehors du territoire de l'Etat, ont reçus l'approbation presque unanime des Kentuckiens.

Le message dit en outre : " Et maintenant, m'adressant personnellement aux représentants du peuple du Kentucky, je proteste en son nom et en sa présence, au nom des libertés constitutionnelles de la face du ciel et de la terre, contre toutes les usurpations du Président et contre chacune d'elles, ainsi que contre tous actes inconstitutionnels et illégaux, et je proteste en outre contre la poursuite d'une guerre ouverte dont l'objet dans le but de détruire le gouvernement—chose absolument impossible à réaliser—par l'absorbé [illegible] de coercition, et je proteste [illegible] prétention de vouloir faire [illegible] un lieu de passage pour les armées des deux parties, et je recommande avec instance à l'Assemblée Générale de passer promptement des résolutions ordonnant aux deux puissances belligérantes de se tenir en dehors de notre territoire, et de respecter de bonne foi la neutralité que le peuple du Kentucky a déclaré avec une rare unanimité vouloir couvrir et maintenir."

De Boston.

Boston, 5 septemb.—L'ex gouverneur Briggs a été accidentellement blessé à la mâchoire par une arme à feu, et on croit que la blessure sera probablement mortelle.

Le navire *Alice Ball*, de Liverpool, a été pris.

De Philadelphie.

Philadelphie, 5 septembre.—Trois navires et un lot de tabac ont été saisis aujourd'hui.

L'abbé Brudfort, l'une des prises du *Sumter*, a été capturé par le navire *Fox* à Hampton Richmond, 5 septembre.—Le Docteur J. M. Williams, de Montgomery, a été nommé chirurgien du 11e régiment de l'Alabama.

THEATRE D'ORLEANS—La représentation de dimanche sera donnée au bénéfice du zouave Chels, l'excellent comique de la troupe. Si tous ceux auxquels il a procuré un moment de franche gaieté se rendent dimanche au théâtre, la salle sera pleine. Le spectacle se compose de plusieurs nouveautés dont on trouvera le détail dans l'annonce publiée plus loin, et il sera terminé par un apothéose où la Confédération du Sud sera représentée par trois tableaux inédits quant le Passé, le Présent et l'Avenir.

BENEFICE DE MME DELATOURNERIE—C'est le 14 septembre qu'aura lieu la représentation extraordinaire, donnée au théâtre de l'Opéra avec le concours d'amateurs et d'artistes de la Nouvelle-Orléans, au bénéfice de Mme DELATOURNERIE. Le programme que nous avons sous les yeux est des plus attrayants et des plus variés. La bénéficiaire se fera entendre dans la grande scène du deuxième acte de *la Reine de Chypre*, et le deuxième acte de *la Traviata*, elle chantera en outre le morceau *Ah! non fils!* du Prophète, et un chant patriotique "Ave armes." Deux vaudevilles *La fille Dominique* et *La Basile*, et un à propos comique intitulé *Après Mardi*, passé jusqu'ici, complèteront la soirée. L'orchestre sera dirigé par M. PERDIGAM.

LA VERITÉ SUR L'ESCLAVAGE ET L'UNION.—Tel est le titre d'une brochure que vient de publier à la Nouvelle-Orléans M. Emile Lafranc. Le temps nous a manqué pour lire l'exemplaire que nous avons reçu hier soir, mais nous pouvons dire dès à présent que M. Lefranc a traité un sujet plein d'actualité et que les lecteurs ne manqueront pas à son travail. La brochure est en vente à l'imprimerie franco-américaine, 123 rue de Chartres et dans les principales librairies de la ville.

La prise du fort Hatteras.

Nous trouvons dans les journaux de Louisville le compte rendu suivant de la capture des forts Hatteras et Clark par l'expédition du général Butler. Nous le reproduisons en faisant observer qu'il émane de Washington.

Washington, 1er septembre—Une personne attachée à l'expédition dit que les forces ont été débarquées sur la rive, mais qu'un moment on 319 hommes du 20e régiment de New-York ont été laissés à bord du steamer *Webster* qui revenait déjà à terre, le vent fraichit et il fut impossible de continuer le débarquement. Le détachement s'avança sur la rive et s'empara d'une pièce de campagne et d'un cheval; puis il marcha sur le fort Clark qui avait été évacué, mais il fut forcé de l'abandonner parce que les bombes de la flotte y tombaient. Il retourna au lieu de débarquement et y bivouaqua pendant la nuit. Le lendemain matin la flotte commença le bombardement du fort, le fort Hatteras, qui, peu après, hissa un drapeau blanc. Les troupes fédérales entrèrent alors au fort. Les officiers furent conduits à la tente du commandant Baron qui remit au lieutenant Wedgel la proposition suivante qui fut portée au général Butler :

Hemorandum. L'officier commandant, Samuel Barron, C. S. N., offre de rendre le fort Hatteras avec toutes les armes et les munitions de guerre, les officiers ayant le droit d'emporter leurs épées et les hommes pouvant se retirer sans être arrêtés. SAMUEL BARON,

Commandant les défenses navales de la Virginie, fort Hatteras, 29 août.

La réponse suivante fut apportée par le colonel Crosby, T. S. M., et le lieutenant Wedgel :

Memorandum.— Benj. F. Butler, major-général commandant, U. S. A., en réponse à une communication de Sam. Barron, commandant les forces du fort Hatteras, ne peut admettre les conditions proposées. Voici les conditions qu'il offre : Les officiers et les hommes servant comme prisonniers de [illegible] expédition n'est admis [illegible] cependant ne renonce [illegible] Alexandrie par un [illegible] Alexandrie par un [illegible] Alexandrie par un